

2. dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, les mots : « De voordracht van een openstaande plaats van raadsheren » sont remplacés par les mots : « De voordracht voor een openstaande plaats van raadsheer ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge* ».

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

2. in de Nederlandse tekst van het eerste lid worden de woorden « De voordracht van een openstaande plaats van raadsheren » vervangen door de woorden : « De voordracht voor een openstaande plaats van raadsheer ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. »

Gegeven te Brussel, 23 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

#### MINISTERE DE LA REGION BRUXELLOISE

F. 89 — 1170

**21 JUNI 1989. — Arrêté royal portant création d'un régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale**

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29, 67 et 107 *quater* de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2<sup>o</sup>, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu la loi créant des Institutions régionales et communautaires provisoires, coordonnées le 20 juillet 1979;

Vu la Loi-programme du 30 décembre 1988, notamment le Titre III — Chapitre II;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances donné le 23 mai 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Etant donné que le Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi n'est pas encore opérationnel et qu'il se trouve dans l'impossibilité de donner un avis;

Considérant la nécessité selon article 78, dernier alinéa, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, de fixer sans délai les modalités pratiques de la transition éventuelle des chômeurs mis au travail et des travailleurs du Cadre spécial temporaire au statut de contractuel subventionné, afin d'assurer la continuité de l'emploi du personnel nécessaire au fonctionnement des pouvoirs publics et des organismes;

Vu la délibération au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

#### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST

N. 89 — 1170

**21 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikels 29, 67 en 107 *quater* van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, IX, 2<sup>o</sup>, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid artikel 15;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige Gemeenschaps- en Gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de Programmawet van 30 december 1988, inzonderheid Titel III — Hoofdstuk II;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 23 mei 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst van Arbeidsbemiddeling nog niet operationeel is en in de onmogelijkheid verkeert een advies uit te brengen;

Overwegende dat het, overeenkomstig artikel 78, laatste alinea, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten van 16 januari 1989, noodzakelijk is zonder verwijf de praktische modaliteiten vast te leggen van de mogelijke overgang van tewerkgestelde werklozen en Bijzonder Tijdelijke Kaderwerknemers naar gesubsidieerde contractuelen, teneinde de continuïteit van de tewerkstelling van het personeel dat noodzakelijk is voor de werking van de besturen en instellingen te verzekeren;

Gelet op de beraadslaging in de Executieve van het Brussels Gewest;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1<sup>o</sup> la loi la Loi-programme du 30 décembre 1988;
- 2<sup>o</sup> l'Exécutif : l'Exécutif de la Région bruxelloise;
- 3<sup>o</sup> le Ministre : le membre de l'Exécutif qui est compétent pour l'emploi;
- 4<sup>o</sup> les Ministres : le membre de l'Exécutif qui est compétent pour l'emploi et le membre de l'Exécutif qui est compétent pour le budget;

5<sup>o</sup> les pouvoirs publics : les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de la loi et des organismes d'intérêt public assimilés aux pouvoirs publics, les associations sans but lucratif et les sociétés locales de logements sociaux visées à l'article 93, alinéa 2 de la loi.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le pouvoir public qui désire recruter des contractuels subventionnés introduit une demande, accompagnée d'un projet de convention auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi sur un formulaire ad hoc établi par le Ministre compétent, ainsi que le protocole de la négociation syndicale tel qu'il est prévu par l'article 95, § 2b de la loi.

§ 2. L'Office régional bruxellois de l'emploi instruit la demande.

§ 3. En ce qui concerne l'ensemble des établissements d'enseignement visés à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi, une convention spéciale sera conclue entre l'Exécutif communautaire compétent et les Ministres. Une copie de la convention sera adressée à l'Office régional bruxellois de l'emploi.

§ 4. Les demandes d'emploi de contractuels subventionnés émanant des pouvoirs publics, visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sous réserve des restrictions prévues à l'article 93, alinéa 3, de la loi, sont soumises à l'avis du comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, qui prend sa décision dans un délai de 40 jours, à compter du jour de la réception de la demande.

§ 5. Le Ministre notifie au pouvoir public et à l'Office régional bruxellois de l'emploi la décision prise et le cas échéant, les Ministres concluent la convention. La décision précise la durée d'occupation des travailleurs, leur nombre, ainsi que le montant de la prime. Une copie de la convention sera adressée à l'Office régional bruxellois de l'emploi.

§ 6. En ce qui concerne les pouvoirs publics visés par la loi, notamment à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, à l'exclusion des organismes d'intérêt public qui ne tombent pas sous l'application de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la convention doit être soumise à l'accord préalable du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

§ 7. Le pouvoir public adresse une nouvelle demande pour tout engagement supplémentaire de contractuels subventionnés pour lequel il désire bénéficier d'une prime.

**Art. 3.** En application de l'article 95, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le Ministre fixe le montant que l'Office régional bruxellois de l'emploi verse avant la fin du mois civil en cours. Ce montant est calculé sur base de l'emploi effectif dans le cadre des primes octroyées pour le mois concerné. Le droit à une prime est limité aux prestations de travail réellement effectuées. Le contrôle des occupations s'opère au moyen d'une déclaration de salaire trimestrielle auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le montant annuel de la prime est fixé à F 203 112 par agent contractuel engagé par le pouvoir public. Pour les agents contractuels engagés pour remplacer des fonctionnaires, autres que des contractuels subventionnés, interrompant leur carrière au sens de l'Office régional bruxellois de l'emploi du 3 juillet 1985 portant interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et dans les autres services des ministères aucune prime n'est due.

§ 2. L'Exécutif peut fixer le montant annuel de la prime à un niveau supérieur à celui prévu au § 1<sup>er</sup>, sans que ce montant ne puisse dépasser la rémunération brute du contractuel, dans les conditions qu'il détermine.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le Ministre suspend le paiement de la prime soit si le pouvoir public ne respecte pas les conditions visées à l'article 96, § 1<sup>er</sup> 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup> de la loi, soit si les échelles barémiques octroyées aux

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> de wet : de Programmawet van 30 december 1988;
- 2<sup>o</sup> de Executieve : de Executieve van het Brussels Gewest;
- 3<sup>o</sup> de Minister : het lid van de Executieve dat bevoegd is voor de tewerkstelling;
- 4<sup>o</sup> de Ministers : het lid van de Executieve dat bevoegd is voor de tewerkstelling en het lid van de Executieve dat bevoegd is voor de begroting;
- 5<sup>o</sup> het openbaar bestuur : het openbaar bestuur bedoeld bij artikel 93, eerste lid, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van de wet en de met een openbaar bestuur gelijkgestelde instellingen van openbaar nut, verenigingen zonder winstoogmerk en de plaatselijke maatschappijen voor sociale woningen bedoeld in artikel 93, tweede lid van de wet.

**Art. 2. § 1.** Het openbaar bestuur dat gesubsidieerde contractuelen wenst aan te werven, dient bij de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling een aanvraag met ontwerpvoreenkomst in op een daartoe door de bevoegde Minister vastgesteld formulier, alsook het protokol van de syndicale onderhandelingsprocedure, zoals voorzien in artikel 95, § 2b van de wet.

§ 2. De Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling onderzoekt de aanvraag.

§ 3. Wat het geheel van de onderwijsinstellingen betreft, bedoeld in artikel 93, lid 1, 4<sup>o</sup> van de wet zal een bijzondere conventie worden afgesloten tussen de bevoegde Gemeenschapsexecutieve en de Ministers. Een copie van de conventie wordt gestuurd naar de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

§ 4. De aanvragen tot tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen van openbare besturen, bedoeld in artikel 1 van het huidig besluit, onder voorbehoud van de beperkingen voorzien in artikel 93, lid 3, van de wet, worden voorgelegd aan het advies van het beheerscomité van de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, dat binnen de 40 dagen zijn beslissing neemt, te rekenen vanaf de dag van ontvangst van de aanvraag.

§ 5. De Minister betekent de genomen beslissing aan het openbaar bestuur en de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling en de Ministers sluiten, in voorkomend geval, de overeenkomst af. De beslissing vermeldt de tewerkstellingsduur, van de werknemers, hun aantal, alsook het bedrag van de premie. Een copie van de conventie wordt gestuurd aan de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

§ 6. Wat de openbare besturen betreft, bedoeld in de wet, inzonderheid artikel 93, lid 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, met uitzondering van de instellingen van openbaar nut die niet ressorteren onder de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, moet de overeenkomst aan het voorafgaand akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, worden onderworpen.

§ 7. Het openbaar bestuur dient een nieuwe aanvraag in voor elke bijkomende aanwerving van gesubsidieerde contractuelen waarvoor het een premie wenst te ontvangen.

**Art. 3.** In toepassing van artikel 95, § 1, van de wet stelt de Minister het bedrag vast dat de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsvoorziening stort voor het eind van de lopende kalendermaand. Dit bedrag wordt berekend op basis van de effectieve tewerkstelling binnen het kader van de toegekende premies voor de betrokken maand. Er is slechts recht op een premie voor de werkelijk verrichte arbeidsprestaties. De controle op de effectieve tewerkstelling zal gebeuren door middel van een trimestriële loonaangifte bij de Brussels Gewestelijke Dienst voor Arbeidsvoorziening.

**Art. 4. § 1.** Het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op F 203 112 per contractueel die wordt tewerkgesteld bij het openbaar bestuur. Voor de contractuelen die worden aangeworven om ambtenaren te vervangen, anderen dan gesubsidieerde contractuelen, die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, is geen premie verschuldigd.

§ 2. De Executieve kan het jaarbedrag van de premie vaststellen op een hoger bedrag dan voorzien in § 1, zonder dat dit bedrag de brutobezoldiging van de contractueel kan overtreffen, onder de voorwaarden die zij vastlegt.

**Art. 5. § 1.** De Minister schorst de betaling van de premie hetzij indien het openbaar bestuur de voorwaarden bedoeld bij artikel 96, § 1, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup> van de wet niet naleeft, hetzij indien de baremieke

agents recrutés ne correspondent pas à des grades de recrutement dans une administration de l'Etat. La suspension peut prendre cours à partir du jour où l'infraction a été constatée.

§ 2. Le Ministre suspend le paiement de la prime si le pouvoir public ne respecte pas les conditions visées à l'article 94, § 2, a, b et c et à l'article 96, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de la loi. Cette suspension peut prendre cours à partir du jour où l'infraction a été constatée. La suspension de la prime s'applique exclusivement aux contractuels subventionnés qui ont été employés à des activités non autorisées.

§ 3. Le Ministre notifie la décision de suspension au pouvoir public, à l'Office régional bruxellois de l'emploi et, le cas échéant, au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 4. Les primes indûment obtenues peuvent être récupérées sous forme de prélèvement sur les primes ultérieurement dues au pouvoir public.

Art. 6. En aucun cas la prime ne peut être cumulée avec une autre intervention dans le coût salarial, à charge du budget de la Région de Bruxelles-Capitale, octroyée pour le même travailleur.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut des agents de l'Etat, correspondent à une situation dans laquelle un agent de l'Etat conserve ses droits à l'avancement de traitement, que le contractuel subventionné a prestés en tant que chômeur mis au travail, sont valorisés pour un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations barémiques.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa premier sont calculés par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

Les services prestés par le contractuel subventionné, en tant que travailleur du « cadre spécial temporaire » et du « troisième circuit de travail », sont conformément aux règles en vigueur pour le personnel définitif des administrations de l'Etat, pris en considération pour l'octroi des augmentations barémiques.

§ 2. Si le traitement fixé conformément au § 1<sup>er</sup> est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme chômeur mis au travail ou comme travailleur du « cadre spécial temporaire » ou du « troisième circuit de travail », le contractuel subventionné continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

Art. 8. En application de l'article 94, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 de la loi, le contrat de travail des contractuels subventionnés doit être conclu par écrit conformément au modèle figurant en annexe à cet arrêté. L'employeur envoie le contrat de travail conclu à l'Office régional bruxellois de l'emploi.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. L'entrée en service du contractuel subventionné doit s'opérer dans les six mois à compter du jour de la notification au pouvoir public de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté. Passé ce délai, le droit à la prime octroyée pour les engagements qui n'ont pas encore eu lieu, s'éteint.

§ 2. Un contractuel subventionné ayant quitté le service peut être remplacé, avec maintien de la prime octroyée, si ce remplacement s'opère dans les trois mois à compter du jour du départ du contractuel subventionné à remplacer.

Art. 10. L'Office régional bruxellois de l'emploi veille au respect, par le pouvoir public, de l'occupation des contractuels subventionnés dans les conditions prévues au Titre III — Chapitre II — de la loi et dans le présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> février 1989.

Art. 12. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juin 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

schalen, toegekend aan de aangeworven personeelsleden, niet overeenstemmen met een aanwervingsgraad in een administratie van de Staat. De schorsing kan een aanvang nemen vanaf de dag waarop de inbreuk werd vastgesteld.

§ 2. De Minister schorst de betaling van de premie indien het openbaar bestuur de voorwaarden, bedoeld bij artikel 94, § 2, a, b en c en artikel 96, § 1, 3<sup>o</sup> van de wet niet naleeft. Deze schorsing kan een aanvang nemen vanaf de dag waarop de inbreuk werd vastgesteld. De schorsing van de premie geldt uitsluitend voor die gesubsidieerde contractuelen die tewerkgesteld worden voor niet toegelaten werkzaamheden.

§ 3. De Minister betekent de beslissing tot schorsing aan het openbaar bestuur, aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling en, in voorkomend geval, aan de Minister onder wiens bevoegdheid het openbaar ambt ressorteert.

§ 4. Onrechtmatig verkregen premies kunnen worden ingevorderd bij wijze van inhouding op de later aan het openbaar bestuur verschuldigde premies.

Art. 6. De premie kan in geen geval gecumuleerd worden met een andere tussenkomst in de loonkost die ten laste van de begroting van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest aan een zelfde werknemer wordt toegekend.

Art. 7. § 1. De diensten, met inbegrip van de periodes die krachtens het statuut van het rijkspersoneel overeenstemmen met een toestand waarbij een rijksambtenaar zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de gesubsidieerde contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze, worden tot maximum zes jaar meegerekend voor het toekennen van baremieke verhogingen.

De in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet meegeteld.

De door de gesubsidieerde contractueel verrichte diensten als werknemer in het « bijzondere tijdelijk kader » en het « derde arbeidscircuit », worden overeenkomstig de voor het vastbenoemd personeel van de rijksbesturen geldende regels, in aanmerking genomen voor het toekennen van baremieke verhogingen.

§ 2. Indien de overeenkomstig § 1 vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tewerkgestelde werkloze of als werknemer in het « bijzonder tijdelijk kader » of het « derde arbeidscircuit », blijft de gesubsidieerde contractueel die hogere wedde genieten totdat hij, overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling, ten minste een wedde bekomt gelijk aan dat bedrag.

Art. 8. In toepassing van artikel 94, § 1, lid 4 van de wet moet de arbeidsovereenkomst van de gesubsidieerde contractuelen schriftelijk worden vastgesteld overeenkomstig het model dat als bijlage van dit besluit is opgenomen. De werkgever stuurt de afgesloten arbeidsovereenkomst naar de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

Art. 9. § 1. De indienstneming van de gesubsidieerde contractueel dient te geschieden binnen de zes maanden te rekenen vanaf de dag van de betekening van de in artikel 2 van dit besluit bedoelde overeenkomst aan het openbaar bestuur. Na deze termijn vervalt het recht op de toegekende premie voor de indienstnemingen die nog niet zijn geschied.

§ 2. Een uitdienstgetreden gesubsidieerde contractueel kan, met behoud van de toegekende premie, worden vervangen indien deze vervanging geschiedt binnen de drie maanden te rekenen vanaf de dag van de uitdiensttreding van de te vervangen gesubsidieerde contractueel.

Art. 10. De Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling ziet toe op de naleving door het openbaar bestuur van de tewerkstelling van de gesubsidieerde contractuelen onder de voorwaarden voorzien in Titel III — Hoofdstuk II — van de wet en in dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1989.

Art. 12. Onze Minister van het Brusselse Gewestelijke en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege

De Minister van het Brusselse Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest

J. VALKENIERS

Annexe 1 à l'arrêté royal du 21 juin 1989 portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 juin 1989

Base légale : Exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III — Chapitre II portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics.

Entre :

1) ..... (dénomination du pouvoir demandeur) représenté par .....  
après dénommé : « le demandeur »

d'une part  
et

d'autre part

I. Le Ministre, compétent pour l'Emploi et le Ministre, compétent pour le Budget.

Vu la demande introduite le ...  
est convenu ce qui suit :

#### Partie I

Article 1<sup>er</sup>. Le demandeur :

§ 1. certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurés par la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant les dispositions sociales;

§ 2. s'engage à occuper le nombre de stagiaires imposé par la réglementation relative au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

§ 3. garantit que l'exercice des activités dans le secteur non-marchand, des contractuels subventionnés qu'il a engagés est limité aux activités qui, à la fois :

- a) sont d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 2. Le demandeur, visé à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de la loi-programme du 30 décembre 1988, s'engage à employer les contractuels subventionnés aux fins exclusives :

a) soit de réponse à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

b) soit de remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères et ce sans préjudice de la possibilité déjà prévue de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

c) soit d'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques.

Art. 3. Le demandeur, visé à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> de la loi-programme du 30 décembre 1988 s'engage à employer les contractuels subventionnés, énumérés sous les catégories mentionnées à l'article 97, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 30 décembre 1988, en accordant la priorité aux lauréats du secrétariat permanent de recrutement. Pour les premiers recrutements une priorité absolue est accordée aux agents relevant de ces mêmes catégories et doté d'un statut temporaire à la date de l'arrêté royal portant création d'un régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Le demandeur s'engage à contracter une assurance contre les accidents de travail pour les contractuels subventionnés qu'il emploie, soit auprès d'une compagnie d'assurances à prix fixe agréée, soit auprès d'une caisse commune d'assurance agréée. Cette assurance couvre tous les risques définis à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1987

Art. 5. Le demandeur s'engage à notifier immédiatement à l'Office régional bruxellois de l'Emploi tout changement de nature à modifier les engagements souscrits tels que visés aux articles 1<sup>er</sup> à 4 ci-dessus

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 21 juni 1989 tot opzetting van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Model van overeenkomst betreffende de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 21 juni 1989

Wettelijke basis : Uitvoering van de programmawet van 30 december 1988, Titel III — Hoofdstuk II tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen.

Tussen :

I. .... (naam aanvragend bestuur) vertegenwoordigd door .....  
hierna genoemd : « de aanvrager »

enerzijds  
en

anderzijds

II. De Minister, bevoegd voor Tewerkstelling en de Minister, bevoegd voor de Begroting.

Gezien de aanvraag ingediend op ...  
wordt overeengekomen wat volgt :

#### Deel I

Artikel 1. De aanvrager :

§ 1. bevestigt dat hij op zijn personeel de voordelen toepast van de loopbaanonderbreking welke zijn ingevoerd bij de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

§ 2. waarborgt het door de reglementering met betrekking tot de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces opgelegd aantal stagiairs in dienst te hebben;

§ 3. waarborgt dat de gesubsidieerde contractuelen die hij heeft aangeworven werkzaamheden verrichten in de niet-commerciële sector, die terzelfdertijd :

- a) van sociaal of openbaar nut of van cultureel belang zijn;
- b) geen winst geogen;
- c) voldoen aan collectieve behoeften waaraan anders niet voldaan had kunnen worden.

Art. 2. De aanvrager, bedoeld in artikel 93, lid 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van de Programmawet van 30 december 1988, verbindt er zich toe dat de gesubsidieerde contractuelen uitsluitend zullen worden ingezet om :

a) hetzij aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen : het betreft ofwel in tijd beperkte acties ofwel een buitengewone toename van het werk;

b) hetzij ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleeden, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, onverminderd de reeds voorziene mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;

c) hetzij specifieke of bijkomende opdrachten te vervullen.

Art. 3. De aanvrager, bedoeld in artikel 93, lid 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van de programmawet van 30 december 1988, verbindt er zich toe dat er bij de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen onder de in artikel 97, § 1, van de programmawet van 30 december 1988 opgesomde categorieën voorrang wordt verleend aan de laureaten van het Vast Wervingssecretariaat. Voor de eerste aanwervingen wordt absolute prioriteit verleend aan de personeelsleden behorend tot dezelfde categorieën die zich in een tijdelijk statuut bevonden op datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. De aanvrager verbindt er zich toe voor de gesubsidieerde contractuelen die hij tewerkstelt een verzekering tegen arbeidsongevallen af te sluiten bij een daartoe gemachtigde verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie, of bij een gemachtigde gemeenschappelijke verzekeringskas. Deze verzekering dekt alle bij artikel 2 van de wet van 3 juli 1987 bepaalde risico's op de arbeidsongevallen.

Art. 5. De aanvrager verbindt er zich toe de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling onmiddellijk in kennis te stellen van elke wijziging die een verandering zou kunnen teweegbrengen in de verbintenissen bedoeld in de artikelen 1 tot 4 van onderhavige overeenkomst.

## Partie II

Art. 6. Le Ministre, qui est compétent pour l'Emploi s'engage à octroyer la prime visée à l'article 94, § 1<sup>er</sup> de la loi-programme du 30 décembre 1988 à la condition que le demandeur respecte les engagements visés aux articles 1<sup>er</sup> à 4 de la présente convention.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Le montant annuel de la prime est fixé à 203 112 francs par contractuels subventionnés équivalent à un temps plein, sauf décision contraire de l'Exécutif.

§ 2. Pour les agents contractuels engagés pour remplacer des fonctionnaires, autres que des contractuels subventionnés, interrompant leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 portant interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et dans les autres services des ministères, aucune prime n'a été prévue.

Art. 8. La prime visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la présente convention est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé, réparti comme suit :

- ... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein;
- ... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel : ././..
- ... sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein;
- ... sous contrat de travail (à durée déterminée) à temps partiel : ././..

Art. 9. La prime visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup> et décidée par l'Exécutif du ... à un montant fixé à ... est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé, répartie comme suit :

- ... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein;
- ... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel : ././..;
- ... sous contrat de travail (à durée déterminée) à temps plein;
- ... sous contrat de travail (à durée déterminée) à temps partiel ././..

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de l'article 7, § 2, la prime visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, est octroyée pour tous les contractuels qu'il engage en remplacement d'agents, conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente convention. Dans ce cas, le pouvoir public ci-dessus dénommé est uniquement tenu d'avertir le Ministre, compétent pour l'emploi, dans les quinze jours qui suivent l'engagement.

## Partie III

Art. 11. La prime est liquidée proportionnellement à la durée du contrat, au salaire brut et au régime de travail de chacun des contractuels subventionnés visés aux articles 8 et 9.

Art. 12. La liquidation de la prime sera suspendue si le pouvoir public contrevient à la situation visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> ou § 2. Elle sera également suspendue si le pouvoir public contrevient à la situation visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Art. 13. La présente convention est conclue :

- pour une durée déterminée prenant cours le ... et se terminant le ...
- pour une durée indéterminée prenant cours le ...

Fait en trois exemplaires, dont chacune des parties déclare avoir reçu un exemplaire.

A ...

Le ...

pour le demandeur

Le Ministre, qui est compétent pour l'Emploi.

Le Ministre, qui est compétent pour le Budget,

Accord du Ministre de la Fonction publique en ce qui concerne les contractuels subventionnés visés à l'article 2, § 6, de l'arrêté royal du 21 juin 1989 portant généralisation du régime de contractuels subventionnés.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 juin 1989 portant généralisation du régime de contractuels subventionnés.

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

## Deel II

Art. 6. De Minister, bevoegd voor Tewerkstelling, verbindt er zich toe de premie bedoeld bij artikel 94, § 1 van de Programmawet van 30 december 1988 toe te kennen op voorwaarde dat de aanvrager de verbintenissen naleeft bedoeld in de artikelen 1 tot 4 van onderhavige overeenkomst.

Art. 7. § 1. Het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op 203 112 frank per gesubsidieerde contractueel omgerekend naar voltijds equivalent, behalve bij afwijkende beslissing van de Executieve.

§ 2. Voor de contractuelen die worden aangeworven om ambtenaren te vervangen, andere dan gesubsidieerde contractuelen, die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, wordt geen premie toegekend.

Art. 8. De premie, bedoeld bij artikel 7, § 1 van onderhavige overeenkomst, wordt toegekend voor een aantal gesubsidieerde contractuelen verdeeld als volgt :

- ... met voltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd;
- ... met ././.. deeltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd;
- ... met voltijdse arbeidsovereenkomst van (bepaalde tijd);
- ... met ././.. deeltijdse arbeidsovereenkomst van ... (bepaalde tijd).

Art. 9. De premie, bedoeld bij artikel 7, § 1, en beslist door de Executieve van ... voor een bepaald bedrag van ... wordt toegekend voor een aantal gesubsidieerde contractuelen verdeeld als volgt :

- ... met voltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd;
- ... met ././.. deeltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd;
- ... met voltijdse arbeidsovereenkomst van ... (bepaalde tijd);
- ... met ././.. deeltijdse arbeidsovereenkomst van ... (bepaalde tijd).

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van artikel 7, § 2, ontvangt het hierboven genoemd openbaar bestuur de premie bedoeld in artikel 7, § 1, voor alle bijkomende contractuelen die het in dienst heeft genomen in vervanging van ambtenaren, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 b), van deze overeenkomst. In dit geval is het hierboven genoemd openbaar bestuur er enkel toe gehouden, binnen de vijftien dagen volgend op de in dienstneming, de Minister, bevoegd voor tewerkstelling op de hoogte te stellen.

## Deel III

Art. 11. De uitbetaling van de premie geschiedt in verhouding tot de duur van de arbeidsovereenkomst van het brutosalaris en het arbeidsstelsel van elke bij artikelen 8 en 9 bedoelde gesubsidieerde contractueel.

Art. 12. De uitbetaling van de premie wordt geschorst indien het openbaar bestuur de regeling, bedoeld bij artikel 1, § 1 of § 2 niet naleeft. De uitbetaling van de premie wordt eveneens geschorst indien het openbaar bestuur de regeling, bedoeld bij artikel 1, § 3, niet naleeft, maar deze schorsing geldt enkel voor de premie die wordt toegekend voor de gesubsidieerde contractuelen die voor niet toegelaten werkzaamheden worden tewerkgesteld.

Art. 13. Deze overeenkomst wordt gesloten

— voor een bepaalde tijd welke ingaat op ... tot ...

— voor een onbepaalde tijd welke ingaat op ...

Opgemaakt in drie exemplaren, waarvan elk van de partijen erkent één exemplaar te hebben ontvangen.

Te ...

Op ...

voor de ontvanger

De Minister bevoegd voor Tewerkstelling,

De Minister bevoegd voor de Begroting,

Akkoord van de Minister van Openbaar Ambt voor wat betreft de gesubsidieerde contractuelen bedoeld in artikel 2, § 6, van het koninklijk besluit van 21 juni 1989 tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van 21 juni 1989 tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen.

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest

J. VALKENIERS

Annexe à l'arrêté royal de la Région de Bruxelles-Capitale portant généralisation du régime des contractuels subventionnés

Type de contrat de travail pour les contractuels subventionnés, employés par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> et alinéa 2 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Contrat de travail pour ouvriers/employés (\*)

Entre ... (dénomination et adresse du pouvoir public) représenté(e) par ... (nom et prénom), ci-après dénommé « employeur », d'une part, et

... (nom et prénom)

Adresse ...

Lieu et date de naissance ...

Nationalité ...

Sexe ...

dénommé ci-après « travailleur » d'autre part, est convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. (Nom de l'employeur) ... engage le travailleur mentionné ci-dessus en tant qu'ouvrier/employé (\*) pour l'exercice des fonctions de ... (description) correspondant au grade de recrutement de ... à ... (lieu) pour une durée indéterminée qui prend cours le ... ou pour une durée déterminée de ... prenant cours le ... et se terminant le ... en vue de l'exécution d'activités dans le secteur non-marchand.

Les activités comportent ...

Art. 2. Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables au présent contrat.

Art. 3. Dans le contrat, une période d'essai de ... mois/jours (\*) est prévue.

Art. 4. Le salaire brut du travailleur est fixé à ... francs l'heure/le mois/l'an (\*).

La rémunération fixée ainsi équivaut :

— au traitement octroyé à un agent de l'Etat pour la même fonction ou pour une fonction analogue, majoré des augmentations barémiques et de l'allocation de fin d'année y afférentes;

— la rémunération, les augmentations et les allocations octroyées pour la même fonction ou pour une fonction équivalente dans les établissements, associations et sociétés, visée à l'article 93, alinéa 2, a) et b) (\*).

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne tous les secteurs, à l'exclusion du secteur de l'enseignement, la durée du travail est fixée à ... heures/semaines selon le régime de 5 jours par semaine/... heures par semaine (\*) et selon le régime de travail ci-après :

tableau de service de ... à ...

lundi  
mardi  
mercredi  
jeudi  
vendredi  
samedi  
dimanche  
(\*) (\*\*)

§ 2. En ce qui concerne le secteur de l'enseignement, la durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agnets nommés à titre définitif.

Le travailleur est engagé pour exécuter sa fonction pendant ... heures par semaine. Les journées de travail sont :

tableau de service de ... à ...

lundi  
mardi  
mercredi  
jeudi  
vendredi  
samedi  
dimanche  
(\*) (\*\*)

Bijlage bij het koninklijk besluit tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen

Model van arbeidsovereenkomst voor gesubsidieerde contractuelen, tewerkgesteld door openbare besturen, bedoeld bij artikel 93, eerste lid, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, en tweede lid van de programwet van 30 december 1988.

Arbeidsovereenkomst voor werklieden/voor bedienden (\*)

Tussen ... (naam en adres van het openbaar bestuur) vertegenwoordigd door ... (naam en voornaam), hierna genoemd « de werkgever », enerzijds, en

... (naam en voornaam)

Adres ...

Geboorteplaats en -datum ...

Nationaliteit ...

Geslacht ...

hierna genoemd « de werknemer », anderzijds, wordt hetgeen volgt overeengekomen :

Artikel 1. (Naam van de werkgever) ... werft de hierboven vermelde werknemer aan in de hoedanigheid van arbeider/bediende (\*), voor het uitoefenen van de functies van ... (beschrijving) overeenstemmend met de aanwervingsgraad van ... te ... (plaats) voor een onbepaalde tijd die begint op ... of voor een bepaalde tijd van ... en die begint op ... en eindigt op ... met het oog op de uitvoering van de werkzaamheden in de niet-commerciële sector.

De werkzaamheden bestaan uit ...

Art. 2. Alle bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten zijn op deze overeenkomst van toepassing.

Art. 3. In de overeenkomst wordt een proefbeding voorzien voor een duur van ... maanden/dagen (\*).

Art. 4. Het brutoloon van de werknemer wordt vastgesteld op ... frank per uur/per maand/per jaar (\*).

De aldus vastgestelde bezoldiging is gelijk aan :

— de wedde die aan een lid van het rijkspersoneel wordt toegekend voor hetzelfde ambt of voor een overeenkomstig ambt, alsook de daaraan verbonden weddeschaalverhogingen en eindejaars-toelage (\*);

— de bezoldiging, verhogingen en toelagen als deze toegekend voor hetzelfde ambt of een overeenkomstig ambt in deze instellingen, verenigingen of maatschappijen, bedoeld bij artikel 93, alinea 2, a) en b) (\*).

Art. 5. § 1. Inzake alle sectoren met uitzondering van de onderwijssector, wordt de arbeidsduur vastgesteld op ... uren/week volgens het 5 dagenstelsel/ 6 dagenstelsel (\*) en volgens onderstaand arbeidsregime.

uurregeling van ... tot ...

maandag  
dinsdag  
woensdag  
donderdag  
vrijdag  
zaterdag  
zondag  
(\*) (\*\*)

§ 2. Inzake de onderwijssector komt de arbeidsduur van de werknemers in onderwijsfuncties overeen met die van vastbenoemde personeelsleden.

De werknemer wordt in dienst genomen om gedurende ... uur per week zijn functie uit te oefenen. De arbeidsdagen van de week zijn :

uurregeling van ... tot ...

maandag  
dinsdag  
woensdag  
donderdag  
vrijdag  
zaterdag  
zondag  
(\*) (\*\*)

Art. 6. En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que les contractuels engagés par l'employeur : soit du régime de congé annuel des salariés soit de celui des agents de l'Etat.

(\*) : biffer la mention inutile.

(\*\*) : compléter.

Le Ministre de la Région bruxelloise,  
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,  
J. VALKENIERS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 89 — 1171

26 AVRIL 1989. — Arrêté royal soumettant à prescription médicale la délivrance des médicaments contenant des benzodiazépines

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, modifié par la loi du 21 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de soumettre sans retard la délivrance de l'ensemble des médicaments qui contiennent des benzodiazépines à prescription médicale en raison des effets indésirables que ces médicaments peuvent entraîner;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Est soumise à la prescription médicale la délivrance des médicaments qui contiennent une des substances énumérées ci-après, ou un de leurs sels, esters et sels d'ester dans tous les cas où ces dérivés peuvent exister :

Acidum clorazepicum  
Alprazolamum  
Bromazepamum  
Brotizolamum  
Camazepamum  
Chlordiazepoxydum  
Clobazamum  
Clonazepamum  
Clotiazepamum  
Cloxazolamum  
Delorazepamum  
Diazepamum  
Doxefazepamum  
Estazolamum  
Etilis loflazepas  
Flunitrazepamum  
Flurazepamum  
Halazepamum  
Ketazolamum  
Loprazolamum  
Lorazepamum  
Lormetazepamum  
Medazepamum  
Metaclazepamum  
Midazolamum  
Nitrazepamum

Art. 6. Inzake jaarlijkse vakantie geniet de werknemer hetzelfde stelsel als de contractuelen die door de werkgever worden tewerkgesteld, hetzij dit van de rijksambtenaren.

(\*) : doorhalen.

(\*\*) : aanvullen.

Opgesteld te...

op..., in ... exemplaren, waarvan elk van de partijen erkent één exemplaar te hebben ontvangen.

Handtekening en datum,

De werkgever,

De werknemer,

Gezien om, gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van 21 juni 1989 tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Minister van het Brusselse Gewest,  
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,  
J. VALKENIERS

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

N. 89 — 1171

26 APRIL 1989. — Koninklijk besluit dat de aflevering van de geneesmiddelen die benzodiazepines bevatten aan een geneeskundig voorschrift onderwerpt

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het belangrijk is om onverwijld de aflevering van het geheel der geneesmiddelen die benzodiazepines bevatten te onderwerpen aan een medisch voorschrift omwille van de ongewenste effecten die deze geneesmiddelen kunnen veroorzaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De aflevering van de geneesmiddelen die een van de hieronder genoemde stoffen bevatten, of een zout ervan, een ester of een zout van een ester, in al de gevallen waarin die derivaten kunnen bestaan, wordt onderworpen aan een medisch voorschrift

Acidum clorazepicum  
Alprazolamum  
Bromazepamum  
Brotizolamum  
Camazepamum  
Chlordiazepoxydum  
Clobazamum  
Clonazepamum  
Clotiazepamum  
Cloxazolamum  
Delorazepamum  
Diazepamum  
Doxefazepamum  
Estazolamum  
Etilis loflazepas  
Flunitrazepamum  
Flurazepamum  
Halazepamum  
Ketazolamum  
Loprazolamum  
Lorazepamum  
Lormetazepamum  
Medazepamum  
Metaclazepamum  
Midazolamum  
Nitrazepamum